

comme des percées fondamentalistes, là des intrusions inédites dans le tissu social et des bouleversements porteurs de quêtes identitaires, nationalistes ou indépendantistes, ce qui, au total, conduit, comme le rappelle Rancière (2005), au renforcement des États nationaux qui servent le pouvoir du capital et, par ricochet, à l'évincement comme au blocage des politiques sociales au sein de ces États et des entités qu'ils subjugent. Les anthropologues qui s'adonneront à ces analyses mettront ainsi à nu les figures contemporaines des États souverains et révéleront comment et pour quels groupes d'intérêts ils gouvernent, contribuant le cas échéant à la revitalisation de la démocratie sans investir celle-ci d'une finalité autre que celle que mettront en place ceux qui l'activent.

Claude Bariteau, Département d'anthropologie, Université Laval, Québec, G1V 0A6, Canada. Courriel : Claude.bariteau@ant.ulaval.ca.

Références

- Agamben, Giorgio
2005 *State of Exception*. Chicago: University of Chicago Press.
- Bariteau, Claude
2008 Minorités et frontières politiques. Essai en hommage au professeur Éric Schwimmer. *Anthropologica* 50(1):121-134.
- Barth, Fredrik
1969 *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*. Bergen, Oslo: Universitetsforlaget.
- Boggs, James P.
2004 The Culture Concept as Theory, in Context. *Current Anthropology* 45(2):187-216.
- Das, Veena, et Deborah Poole, dirs.
2004 *Anthropology in the Margins of the State*. New Delhi: Oxford University Press.
- Godelier, Maurice
2007 *Au fondement des sociétés humaines*. Paris: Albin Michel.
- Geertz, Clifford
2004 What Is a State if It Is Not a Sovereign? *Current Anthropology* 45(5):577-593.
- Hansen, Thomas, Blom et Finn Stepputat
2006 Sovereignty Revisited. *Annual Review of Anthropology* 35:295-315.
- Kuper, Adam
1999 *Culture: The Anthropologists' Account*. Cambridge: Harvard University Press.
- Luxembourg, Rosa
1971 *Oeuvres II: Écrits politiques 1917-1918*. Paris: Maspero.
- Philpott, Daniel
1999 Westphalia, Authority and International Society. *Dans Sovereignty at the Millennium*. Robert Jackson, dir. Pp. 144-167. Malden: Blackwell.

- Rancière, Jacques
2005 *La haine de la démocratie*. Paris: La Fabrique éditions.
- Salisbury, Richard F., et Elizabeth Tooker, dirs.
1984 *Affluence and Cultural Survival*. Washington: American Ethnological Society. *Proceedings of the American Ethnological Society* 1981.
- Schwimmer, Éric
1972 Symbolic Competition. *Anthropologica* NS XIV(2): 117-155.
- Trouillot, Rolph
2003 *Global Transformations: Anthropology and the Modern World*. New York: Palgrave.
- Sharma, Aradhana, et Akhil Gupta, dirs.
2006 Introduction: Rethinking Theories of the State in an Age of Globalization. *Dans The Anthropology of the State*. Aradhana Sharma et Akhil Gupta, dirs. Pp. 1-48. Oxford: Blackwell.

Commentaires sur The State (or Overstated)

Bernard Bernier *Université de Montréal*

Je suis d'accord avec Gavin Smith quand il propose de réintroduire l'économie politique dans l'analyse de l'État contemporain, et en particulier de tenir compte des classes sociales. J'approuve aussi sa suggestion de se placer du point de vue de l'agent, donc de la pratique, plutôt que de celui du sujet, dans l'effort pour transformer la situation actuelle. Je pense avec lui qu'il faut à la fois une critique du fonctionnement interne de l'État et des formations sociales, dans le contexte du capitalisme actuel, et une approche historique. Cette combinaison de l'analyse critique et d'une approche historique est présente dans l'œuvre de Marx (ainsi que dans celle de Max Weber, mais alliée à un projet politique bien différent), dans celle de Gramsci et, plus récemment, dans celle de Immanuel Wallerstein (1985) et de David Harvey (2003, 2005). Il me semble qu'une vision plus réaliste, mais aussi plus efficace de l'État actuel doit passer par une telle approche double. Je voudrais ici pousser plus loin dans cette direction, pour tenter de clarifier des aspects relatifs à l'État mentionnés dans le texte de Gavin Smith.

Je me suis toujours intéressé à la façon dont historiquement les structures existantes se sont constituées. Comme Marx et d'autres, je conçois les structures présentes comme historiques, et donc transitoires. Le capitalisme est une forme historique et, comme toute forme historique, il finira par disparaître. Mais ce qui le remplacera dépendra de ce que les humains en feront collectivement. À ce sujet, je suis d'accord avec Marx sur les

points suivants. Premièrement, la construction collective de la réalité sociale, économique et politique se fonde sur des oppositions et des luttes, mais contrairement à plusieurs textes de Marx, je pense que l'issue de ces luttes n'est pas déterminée d'avance. Le résultat se construit à mesure, dans la lutte elle-même. Deuxièmement, l'État est fondamentalement un outil de classe, donc un outil de domination, même si cette domination passe par l'assentiment des personnes (de là tout de même l'importance théorique de Foucault et de Bourdieu qui, à travers des notions comme le biopouvoir et l'habitus, ont souligné les processus d'acceptation de la domination par les dominés; mais soulignons aussi sur ce point l'œuvre de Gramsci), et même si l'État se donne d'autres attributions (comme l'administration, ou une certaine redistribution de la richesse dans le Welfare State). Troisièmement, la domination de l'État se fonde dans le capitalisme sur son lien au capital, donc sur le fait que l'État est fondamentalement l'État du capital, même si, dans l'histoire, ce lien s'est manifesté de différentes façons.

À cela, il faut ajouter d'autres aspects, certains soulignés justement par Gavin Smith. Lun d'eux fait référence aux espaces laissés à l'opposition dans les structures existantes. Si je comprends bien l'idée de *overstate*, elle fait référence à cette omniprésence de l'État telle que présentée dans plusieurs textes récents. Cette vision totalitariste de l'État ignore les espaces de résistance, mais aussi les espaces d'expérimentation d'autres formes de relations sociales et d'organisation du pouvoir (comme l'économie dite informelle, ou divers arrangements des relations interpersonnelles considérés comme hors norme mais qui finissent par imposer leur propre légitimité). Il faut aussi souligner les contradictions internes au fonctionnement de l'État, surtout dans sa volonté de régler divers aspects de la vie sociale. En effet, les États ne cessent d'imposer de nouvelles lois pour tenter vainement d'éliminer les incohérences entre les divers aspects des codes juridiques. En outre, les prérogatives que l'État s'est données dans un domaine, par exemple la politique familiale, entrent en contradiction avec le fonctionnement d'autres champs, notamment, dans le cas de la famille, avec le marché du travail capitaliste, un fonctionnement protégé par l'État. Il est clair que, dans l'analyse de l'État actuel, une approche d'économie politique qui inclut une analyse du fonctionnement du capitalisme s'impose.

Mais revenons plus spécifiquement à l'État dans le capitalisme actuel, celui de la globalisation. Il est paradoxal de voir que, si certains auteurs hypostasient le rôle de l'État comme organe central dans la production des sujets, d'autres, comme Appadurai (1996), soulignent la perte de contrôle et de pouvoir par l'État. Appadurai

insiste sur la puissance grandissante des forces mondiales, que ce soit les firmes transnationales ou les organisations internationales, et sur la montée des régionalismes, deux processus qui mineraient la puissance de l'État national. Ces deux positions extrêmes me semblent faibles, chacune de leur côté. On a vu plus haut (et encore plus dans l'article de Gavin Smith) certaines faiblesses de la première position, celle de l'*overstate*. Dans le cas de la position contraire, celle de l'affaiblissement de l'État dans la période actuelle, les problèmes viennent, d'une part, de la subsomption de tous les États actuels sous une même catégorie et, d'autre part, de l'ignorance des pratiques économiques des États contemporains.

Au sujet des divergences dans le fonctionnement des États actuels, il serait erroné, me semble-t-il, de faire équivaloir la situation de l'État roumain, par exemple, avec celle de l'État américain ou avec celle de l'État chinois. Je vais dans le sens de Gavin Smith en soulignant la diversité des États actuels. L'État américain, par exemple, a fortement augmenté ses capacités répressives après le 11 septembre. Quant à l'État chinois, il a maintenu son contrôle sur le pays, tout en réorientant sa politique économique. Tous les États n'ont pas pu maintenir leurs pouvoirs aussi fortement.

Quant aux fonctions contemporaines de l'État, je pense qu'il faut les concevoir dans le cadre du réaménagement du capitalisme actuel. Comme l'a si bien souligné David Harvey (2003, 2005), la sortie de la crise du capitalisme mondial des années 1970 est passée par une réorganisation des mécanismes de l'accumulation. D'un côté, inspirés par les expériences japonaises (voir Bernier 2009), les pays occidentaux, avec à leur tête l'Angleterre de Thatcher et les États-Unis de Reagan, ont adopté une politique anti-syndicale visant à affaiblir les organisations de défense des droits des travailleurs et à assurer une plus grande flexibilité, tout en réduisant les salaires. Entre autres, l'État a aidé les entreprises à se défaire de la rigidité associée à la sécurité d'emploi, ce qui a entraîné une expansion du travail précaire. De l'autre côté, ces États ont mis en place des politiques de diminution des politiques de redistribution de la richesse, donc des politiques sociales, tout en adoptant des mesures pour favoriser encore plus l'accumulation, comme des subventions directes ou indirectes aux entreprises, des baisses d'impôts sur les profits et dividendes ou le développement des infrastructures de communication (dont l'internet). Par ailleurs, le gouvernement américain a fait tout en son pouvoir pour ouvrir de nouveaux marchés, comme la Chine ou l'Inde, et pour faire en sorte que plusieurs de ces marchés soient à la merci du capital occidental. À cette fin, le contrôle de l'État américain sur des organismes interna-

tionaux comme la Banque mondiale et surtout sur le FMI ont facilité sa tâche. Dans le cas du FMI, l'imposition des aménagements structurels, avec la baisse des programmes sociaux et la privatisation forcée, à rabais, des entreprises d'État dans plusieurs pays, a ouvert la voie au capital international, surtout américain, dans son contrôle des activités dans ces pays.

Cette réorganisation du capitalisme mondial a renforcé le capital financier au détriment du capital industriel. Ce n'est pas que l'industrie a régressé, du moins au niveau mondial. Mais un déplacement géographique de grande envergure est survenu, avec la délocalisation de pans entiers de l'industrie vers la Chine ou les pays d'Asie du Sud-est. Dans ces pays, comme Castells (1998) l'a souligné, la production industrielle a connu une expansion fulgurante, à mesure que les pays occidentaux et le Japon se désindustrialisaient et se tournaient vers la spéculation financière, facilitée par les transactions en temps réel. Ce réaménagement a entraîné, d'une part, une polarisation accrue de la richesse, les opérations financières permettant aux capitalistes d'accumuler encore plus, et, d'autre part, l'enrichissement de classes dominantes locales dans les pays non occidentaux.

Il ne fait pas de doute que, dans ces processus, les États nationaux n'ont pas tous eu la même latitude et la même efficacité. L'État américain peut être vu comme une sorte d'exception. Mais tous les États des pays occidentaux ont pris le même type de mesure, avec des résultats qui ont cependant divergé. De son côté, le gouvernement du Japon, pris dans une crise économique durant les années 1990-2003, causée par l'intense spéculation des années 1990, n'a pas pu intervenir aussi efficacement, la plupart de ses mesures, fondées sur les dépenses de l'État dans le but de relancer l'économie, donc sur l'endettement public, allant à l'encontre des politiques adoptées de gré ou de force par à peu près tous les États. La reprise après 2003 a vu l'État japonais submergé sous une dette accumulée qui dépasse 190 % de son PIB annuel, limitant ainsi sa marge de manœuvre.

Ce que j'ai voulu démontrer ici, dans la lignée du texte de Gavin Smith, c'est la nécessité de tenir compte de l'économie politique dans la compréhension de l'État actuel, et donc dans les tentatives de mettre en place des solutions de rechange au capitalisme et au fonctionnement politique actuel. Ces solutions de rechange se formeront à mesure des mouvements historiques, il n'y a pas de recette prédéterminée. Mais il est urgent de proposer des voies de développement hors du marasme actuel, qui ne profite qu'à une petite minorité, protégée par les États nationaux.

Bernard Bernier, Département d'anthropologie, Université de Montréal, C.P. 6128, succursale Centre-ville, Montréal, Québec, H3C 3J7, Canada. Courriel : bernard.bernier@umontreal.ca.

Références

- Appadurai, Arjun
1996 *Modernity at Large*. Minneapolis: University of Minnesota Press
- Bernier, Bernard
2009 L'expansion du travail précaire, conséquence du système japonais de production flexible. *Anthropologie et sociétés* 33(1):229-244.
- Castells, Manuel
1998 *La société en réseau*. Paris : Fayard.
- Harvey, David
2003 *The New Imperialism*. Oxford: Oxford University Press.
- Harvey, David
2005 *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press.
- Wallerstein, Immanuel
1985 *Le capitalisme historique*. Paris : La découverte.

“Overstated” Objections?

Akhil Gupta *University of California, Los Angeles*

I presume the editors solicited my input concerning Gavin Smith's provocative essay because they expect me to defend myself against some of his charges. However, what I wish to do here is to broaden debate about the multiple, varied and interesting questions that he raises.

Because the tenor of Smith's essay is so much against extensions of post-structuralism, let me make a post-structuralist point that he would perhaps appreciate. Because I take it as a dictum that all readings are mis-readings, I will not focus on places where I feel he has misread my work or that of other scholars. Instead, I take his mis-readings as symptomatic of a tension in his own essay between the need to recover a (largely unreconstructed) left-socialist tradition and the desire to address the current crisis of global capitalism, with its attendant new forms of the management of life and death, and the colonization of the life-world.

Smith thinks “we have lost the balance” between cultural aspects of the state, and its role as a site for political struggle, as a regulator for capitalism, and as a key player in the international arena. He offers a number of arguments about how the state has been understood. He accuses anthropologists of playing the cultural card and of leaving those aspects of the state that deal with capi-